

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative
bâtiment D
19 Avenue de Ciron
81013 ALBI CEDEX 09

Albi, le 27 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



GALVACIER SAS

ZI des Terres Noires
81370 ST SULPICE LA POINTE

Références : 81-CRARC-2022-69

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 dans l'établissement GALVACIER SAS implanté ZI des Terres Noires 81370 ST SULPICE LA POINTE. L'inspection a été annoncée le 12/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de la vérification du respect des exigences de la mise en demeure du 21/11/2019 relative aux rejets d'eaux pluviales du site et leurs concentration en Zinc.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVACIER SAS
- ZI des Terres Noires 81370 ST SULPICE LA POINTE
- Code AIOT dans GUN : 0006802323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société GALVACIER est implantée à Saint-Sulpice-la-Pointe depuis 1988. Elle est spécialisée dans la galvanisation à chaud de pièces en acier, opération qu'elle réalise en sous-traitance de nombreux clients dans le domaine du BTP, de l'agriculture, du mobilier urbain, etc. Neuf autres établissements de galvanisation sont positionnés sur l'ensemble du territoire français appartenant tous au groupe HILL & SMITH HOLDING PLC dont les actionnaires sont anglais.

L'établissement de Saint-Sulpice-la-Pointe emploie actuellement 39 salariés. Deux équipes de 12 personnes sont rattachées à la production qui fonctionne en 2x8 (4h30-12h / 12h-19h30).

Les opérations de galvanisation traitent entre 700 à 1000 tonnes d'acier par mois, soit une consommation mensuelle de zinc comprise entre 40 à 60 tonnes. Deux zones distinctes sont présentes au sein de l'établissement permettant le traitement des pièces en fonction de leur dimension :

- la zone des grands bains (8 mètres) où les pièces de grande longueur sont accrochées sur des cadres métalliques ;
- l'atelier de centrifugation où les pièces sont placées dans des tonneaux.

La galvanisation à chaud nécessite des opérations préalables en vue de la préparation des pièces, à savoir :

- le dégraissage qui va dissoudre les huiles de coupe, les graisses et les corps gras par immersion dans un bain contenant de l'acide phosphorique dilué ;
- le décapage permettant l'élimination des traces de rouille et de calamine par immersion dans un bain contenant de l'acide chlorhydrique dilué ;
- le fluxage qui va apporter une meilleure « accroche » du zinc sur l'acier par immersion dans un bain contenant des chlorures de zinc et d'ammonium.

La société GALVACIER est régie par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 modifié autorisant la poursuite du fonctionnement de l'unité de galvanisation et de l'atelier de traitement de surface, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires en date du :

- 14 août 2014 relatif à la constitution des garanties financières ;
- 3 mars 2017 actualisant le tableau de classement des activités exercées et les prescriptions techniques.

L'établissement est à enjeux au sens de l'instruction technique relative au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées car il est soumis à la directive sur les émissions industrielles (IED) au regard des rubriques 3230.c et 3260. Il est également soumis à l'obligation de garanties financières au titre de l'article R. 516-1-5° du code de l'environnement pour un montant de 130 648 € (acte de cautionnement solidaire n° 372187 de la société ATRADIUS valable jusqu'au 30 juin 2024).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des exigences de la mise en demeure du 21/11/2019

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Respect MED	AP de Mise en Demeure du 21/11/2019, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La microstation de traitement des eaux pluviales a été mise en service au premier trimestre 2022. L'ensemble des eaux pluviales se chargeant en zinc sur le site sont désormais captés et dirigés vers la station, par le biais de réservoirs tampons d'une quantité totale de 450m³.

Le procédé utilisé, floculation / coagulation / décantation, permet aujourd'hui d'atteindre les objectifs de concentration en zinc fixés à 0,8 mg/L par l'arrêté ministériel du 24 août 2017.

Les exigences de la mise en demeure du 21/11/2019 sont désormais respectées, ce qui porte l'inspection à proposer à M. le Préfet la levée de cette mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Respect MED

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/11/2019, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GALVACIER, AI des Terres Noires sur la commune de Saint-Sulpice-La-Pointe est mise en demeure de respecter sous 24 mois l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 susvisé, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2017 qui stipule que "la teneur en zinc des eaux pluviales doit être inférieure à 2mg/l si le flux est supérieur à 6 grammes par jour". A compter du 1er janvier 2020, l'arrêté ministériel du 24 août 2017 vient fixer le seuil de rejet en zinc à 0.8 mg/l si le flux est supérieur à 20 grammes par jour.</p> <p>Les délais intermédiaires sont respectés selon l'échéancier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">- sous 3 mois, transmission à la DREAL du cahier des charges pour la consultation des entreprises;- sous 15 mois, transmission à la DREAL d'une note présentant la solution technique retenue et le(s) bon(s) du(des) fournisseurs;- sous 24 mois, mise en service de la STEP. <p>Constats : La visite a permis de constater la récente mise en œuvre de la microstation de traitement des eaux de ruissèlement du site.</p> <p>L'exploitant a transmis le 01/07 un rapport d'analyse des eaux en sortie de STEP donnant deux mesures de concentration en zinc à 0,785 mg/l et 0,728 mg/l.</p> <p>Un rapport d'analyse du laboratoire départemental du Tarn a également été fourni le 6 juillet 2022. Le résultat de l'analyse donne une concentration du zinc en sortie de STEP de 0,132 mg/L.</p> <p>Les rejets d'eaux pluviales récupérées sur le site respectent donc désormais les objectifs de concentration en zinc fixés à 0,8 mg/l par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 et imposés par la mise en demeure du 21/11/2019.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet